

Résolution 6 : Commission féministe de l'USS

Pour le renforcement des alliances féministes et de la solidarité internationale !

Trente ans après l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, les femmes et les filles restent les premières victimes des conflits, de l'extrémisme violent, de l'insécurité alimentaire et de l'absence de soins de santé. Et pourtant, au lieu d'un effort collectif pour améliorer leur situation, les femmes sont aujourd'hui confrontées à une indifférence croissante et même à une résistance à leurs revendications.

Nous dénonçons la montée des politiques antiféministes dans les pays du Nord global !

Nous sommes profondément préoccupé-e-s par l'internationale antiféministe, qui gagne en puissance et agit de manière toujours plus coordonnée. Au nom des « valeurs traditionnelles » ou des « intérêts nationaux », des régimes autoritaires et des mouvements antidémocratiques s'acharnent à contrôler le corps des femmes et des filles. Aux États-Unis, en Russie, en Pologne, en Italie ou en Hongrie, le droit à l'avortement est attaqué, l'accès à la contraception restreint et l'interruption de grossesse criminalisée.

Dans le même temps, l'internationale antiféministe combat les revendications légitimes des personnes LGBTQI+ pour une participation sociale et juridique. La Russie criminalise le mouvement LGBTQI+, le Brésil a, du jour au lendemain, supprimé son organe de lutte contre les discriminations. Aux États-Unis, les attaques contre les personnes trans sont dramatiques. Sous Donald Trump, la reconnaissance juridique, l'accès aux soins médicaux, la protection et les programmes en faveur de la diversité ont été systématiquement démantelés.

En Suisse, l'UDC fait depuis longtemps partie de cette internationale antiféministe. Elle réclame régulièrement la suppression des bureaux cantonaux de l'égalité, attaque l'éducation sexuelle et les études de genre, et se concentre désormais sur la remise en question du langage inclusif. Ce mouvement de recul se manifeste aussi au Parlement : attaques contre le congé maternité et les rentes de veuves à vie, refus d'investissements pourtant urgents dans l'accueil extrafamilial des enfants et dans la lutte contre les violences patriarcales.

Nous dénonçons les violations des droits des femmes et des filles commises au nom de la religion et de la lutte culturelle anti-occidentale !

Sur tous les continents, et pas seulement dans les pays du Nord global, le droit des femmes et des filles à disposer de leur corps reste limité – souvent sous couvert de religion, de traditions culturelles ou d'opposition à l'impérialisme occidental. Nous dénonçons fermement ces violations !

En Afghanistan, les droits fondamentaux des femmes et des filles sont piétinés depuis le retour au pouvoir des talibans. Les femmes ne peuvent plus voyager sans être accompagnées, ne peuvent pas posséder de biens, et peuvent être mariées à tout moment à un homme choisi par leur famille. L'accès à l'éducation et à de nombreux métiers leur est interdit. Leur corps et leur voix sont traités comme des objets et sexualisés de manière extrême. Les femmes et les filles afghanes sont ainsi exclues de la vie sociale, politique, économique et juridique – et privées de leur dignité.

En Iran, les femmes subissent de plein fouet la crise économique et la répression du régime islamiste. Nous exprimons notre solidarité avec celles qui, malgré le risque constant d'arrestations arbitraires, de châtiments corporels ou de peine de mort, continuent à lutter sans relâche contre la discrimination et le contrôle systématique des femmes.

Nous dénonçons les violences faites aux femmes et aux filles dans les zones de guerre et le recul de la solidarité internationale !

Nous sommes choqué-e-s par le génocide à Gaza ! Parmi les dizaines de milliers de morts causées par les actes de guerre, la majorité sont des femmes, des enfants et des personnes de plus de 65 ans. À cela s'ajoutent la destruction systématique de quartiers entiers, d'infrastructures de santé et de près de 90 % des surfaces agricoles, ainsi que le blocage de l'aide humanitaire – ce qui rend la vie impossible à Gaza, quels que soient le sexe, l'âge ou l'opinion politique des personnes.

Nous dénonçons la détention et l'enlèvement de civil-e-s par des parties au conflit, qu'il s'agisse d'armées régulières, d'organisations para-étatiques ou de groupes armés. Nous sommes choqué-e-s par la banalisation, la glorification et l'utilisation ciblée du viol par des belligérants ou groupes terroristes – comme cela a été documenté en Éthiopie, au Soudan, en République centrafricaine, en Ukraine, ainsi que par l'État islamique, Boko Haram et lors de l'attaque terroriste du Hamas du 7 octobre 2023.

Nous sommes profondément préoccupé-e-s par les crises humanitaires et les déplacements massifs de populations causés par des conflits prolongés. Au Yémen et au Soudan, plus de 50 millions de personnes dépendent de l'aide humanitaire. Au Soudan seulement, plus de 14 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays ou dans les pays voisins. Les femmes et les filles en sont les premières victimes. Les ménages dirigés par des femmes souffrent particulièrement de la pénurie alimentaire et de la famine. Les chiffres provenant du Yémen, du Soudan et de la République centrafricaine indiquent de plus une augmentation dramatique des mariages forcés et de mineures. Mais au lieu d'intensifier leur engagement en faveur des zones en conflit, les pays du Nord global sabrent leurs budgets de coopération et réduisent leurs programmes de développement.

Nous condamnons la traite des femmes et des filles au niveau mondial !

Nous sommes choqué-e-s. Le trafic d'êtres humains et le travail forcé continuent de générer des milliards de profits ! Malgré les connaissances disponibles et l'engagement de la société civile, la traite des femmes et des filles est en augmentation. Selon les dernières estimations de l'OIT, environ 11 millions de femmes et de filles ont été victimes de traite et de travail forcé dans le monde en 2021, dont 5 millions dans la prostitution forcée.

La traite des femmes et des filles existe partout. En Suisse, la Plateforme contre la traite des êtres humains a recensé 201 nouvelles victimes identifiées pour l'année 2024. Elles viennent de tous les continents, principalement d'Europe de l'Est, mais aussi de plus en plus du Nigeria et de Colombie. La majorité d'entre elles sont des personnes FINTA (73 %) et sont majoritairement victimes d'exploitation sexuelle. Il faut cependant partir du principe que la réalité est bien plus vaste et que les cas connus ne représentent que la pointe de l'iceberg.

Ces chiffres sont sans appel : les accords et les mesures existants pour prévenir la traite, sanctionner les responsables et protéger les victimes sont insuffisants. Nous exigeons des autorités qu'elles intensifient leurs efforts pour repérer, identifier, protéger et indemniser les personnes concernées. À ce jour, pas un seul travailleur ou une seule travailleuse reconnu-e par la justice comme victime de traite n'a obtenu d'indemnisation pour les salaires non versés. C'est un scandale. Cela viole les engagements internationaux de la Suisse, dissuade les victimes de participer aux procédures pénales et civiles, et les expose au risque d'être à nouveau victimes de traite.

Nous exigeons le renforcement des alliances féministes, de la solidarité internationale et de la démocratie !

Pour arrêter cette dynamique et enfin garantir les droits humains des femmes et des filles, nous appelons l'USS et ses fédérations à soutenir et renforcer les alliances féministes, en Suisse comme à l'international. La solidarité reste aujourd'hui un axe fondamental du mouvement syndical – un axe que nous devons activer. Car ce n'est qu'ensemble que nous pourrons stopper l'internationale antiféministe !

Nous appelons l'USS et ses fédérations à renforcer leurs structures démocratiques et à combattre les mécanismes patriarcaux et discriminatoires en leur sein. Historiquement, le mouvement syndical a toujours constitué un contrepoids essentiel aux régimes autoritaires et aux forces antidémocratiques. Plus que jamais, il est nécessaire de faire vivre la démocratie au sein des syndicats et de les développer à travers des formes d'organisation ouvertes et participatives !